

Cette déchéance qui remue les militants PS

Si elle séduit l'opinion, la mesure retenue par le chef de l'Etat crée un malaise dans les sections socialistes

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Les attentats du 13 novembre 2015 ont certes bouleversé les esprits, au PS comme ailleurs. Partout, ou presque, l'état d'urgence a été accepté, sinon approuvé, sans barguigner. Mais la déchéance de nationalité, fût-ce à l'encontre des seuls condamnés pour terrorisme, est un morceau autrement difficile à avaler, que bon nombre de militants socialistes ont le plus grand mal à digérer.

S'ils sont sans doute plus partagés qu'il n'y paraît, ce sont surtout ceux qui s'étranglent qui donnent de la voix. Quand elle a entendu le président de la République l'évoquer devant le Congrès, Nassera Benmarnia a mis l'idée « sur le compte de l'émotion ». « Je pensais qu'une fois que la raison prendrait le pas, la mesure serait logiquement abandonnée », assure cette militante marseillaise de 53 ans, franco-algérienne et suppléante du député Patrick Mennucci. L'émotion s'est estompée, mais l'idée est restée.

Nassera Benmarnia a alors adressé une cinglante lettre ouverte à tous les parlementaires des Bouches-du-Rhône et au premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. Le texte, intitulé « Pas en notre nom », parle de la mesure comme d'un « suicide collectif ». « J'étais effarée que le président Hollande donne satisfaction à une vieille revendication de l'extrême droite et valide la distinction entre "Français de souche" et "Français de papier", explique-t-elle. Un chef de l'Etat socialiste qui valide une telle idée, alors qu'on nous promet le droit de vote des étrangers depuis l'élection de Mitterrand, cela laissera des traces. »

« Dérives »

« Le droit du sang est une idée d'extrême droite contre laquelle on s'est battu pendant des années, souligne Catherine Chazeau, secrétaire de la section de Gignac-La-Nerthe (Bouches-du-Rhône). On accredité leur thèse et ça ne freinera en rien les terroristes. » « C'est une mesure qui répond au sentiment d'insécurité des Français mais, demain, qu'est-ce qu'on englobera sous le terme de "terrorisme" et quelles seront les dérives de cette mesure ? », s'interroge-t-elle.

« Qu'est-ce qu'on va demander après contre ces fous ? Le retour de la peine de mort ? », renchérit Louisa Hammouche. La secrétaire fédérale en charge des sections dans les Bouches-du-Rhône tient à souligner qu'elle n'est « pas une frondeuse ». « Mais là, ajoute-t-elle, on touche aux fondamentaux de la gauche » en faisant « un sacré coup de canif dans le contrat républicain ».

« C'est la négation de nos valeurs. Si au moins toutes leurs mesures étaient efficaces... »

JULIEN DESCLOQUEMANT
militant PS à Roubaix

La tonalité dominante est la même à l'autre bout de la France. Deux membres du conseil fédéral du PS du Nord, Yohan Senez, secrétaire de la section de Denain, et Mehdi Massrouf, son homologue de Roubaix, ont créé une page Facebook nommée « Socialistes, nous refusons la déchéance de nationalité ». Ils ont reçu plus de 3 300 soutiens. « On ne remet pas en cause le fait de punir les terroristes mais là, c'est dire symboliquement qu'il y a deux catégories de Français », explique M. Massrouf.

A la section PS de Roubaix, les militants approuvent cet appel. « C'est de la politique politicienne, soupire Julien Descloquemant. Ils courent derrière la droite pour récupérer des électeurs mais c'est la négation de nos valeurs. Si au moins toutes leurs mesures étaient efficaces... Je serais déçu mais je respecterais les résultats. A croire qu'une partie des élus nationaux sont déconnectés. » Frédéric Tribulat, 58 ans, perçoit « des vieux relents de racisme derrière tout ça ». Ce professeur des écoles roubaisien s'inquiète de « ne plus savoir » si le gouvernement est « de droite ou de gauche ». « On n'a rien à voir avec ce gouvernement et toute la hiérarchie de ce parti, qui va exploser en plein vol. Et il n'y aura pas grand monde pour aller coller des affiches à la prochaine présidentielle », prédit-il.

Premier secrétaire fédéral du PS dans le Doubs, Nicolas Bodin, est formel : il n'a jamais vu, dit-il, les militants de son département aussi « mobilisés » contre un projet d'un chef de l'Etat et d'un premier ministre issus de leurs rangs. Lui-même « très dubitatif depuis le départ », il a constaté « une vraie césure » entre « base socialiste » et « pouvoir », qui est devenue « une fracture » quand certains ont évoqué l'hypothèse d'une extension de la déchéance de nationalité à tous les Français, quitte à créer des apatrides.

Lorsque le député Frédéric Barbier – successeur de Pierre Moscovici dans la 4^e circonscription du Doubs – a pris fait et cause pour la réforme, sympathisants et militants socialistes du pays de Montbéliard se sont déchaînés sur sa page Facebook : « surréaliste » ;

« l'égalité dans l'inégalité, nous sommes à la limite d'une performance artistique » ; « vous stigmatisez les binationaux qui ont voté pour vous »...

Les militants socialistes favorables à cette réforme se font plus discrets. Sans doute parce que cette position – majoritaire dans l'opinion – est plus compliquée à défendre au sein même du parti, où l'on risque d'être accusé de trahir ses valeurs.

« Ne pas rompre les digues »

« Il ne faut pas se le cacher, même parmi les militants socialistes, il y a parfois une "lepénisation light" des esprits, remarque Loïc Niepceyron, premier secrétaire fédéral en Haute-Saône. Certains camarades sont troublés par ce qui remonte du terrain et reflètent l'opinion publique telle qu'elle ressort des sondages, en secteur rural surtout. » « Il faut leur réexpliquer, pour que les digues ne

soient pas rompues », ajoute M. Niepceyron, qui considère que « ce débat n'était pas utile, au moment où on célèbre la mémoire de Mitterrand et les valeurs, son combat contre la peine de mort ».

Militant à Besançon, où il organise des événements culturels, Daniel Magnin est l'un des rares qui accepte d'évoquer ouvertement son soutien – mesuré – à la réforme. « La déchéance ne sera pas efficace, elle sera peu ou pas appliquée, peu seront concernés, nous le savons tous. Mais elle est symbolique et c'est un message fort adressé à l'opinion. Je crois qu'elle peut apporter une forme de réconfort », estime-t-il.

A Marseille, Jean-Marc Maini, 54 ans, affiche un pragmatisme semblable. Et quelques doutes sur l'opposition des cinq parlementaires socialistes de Marseille : « Ils défendent des valeurs de gauche, sûrement, mais ils sont aussi très à



75 %

L'adhésion des Français à la déchéance de nationalité pour les binationaux condamnés pour terrorisme reste très majoritaire (75%), mais elle enregistre un recul sensible par rapport à novembre 2015 (92%), selon un sondage BVA-Orange - i-Télé réalisé sur Internet les 7 et 8 janvier auprès de 1 026 personnes, et publié dimanche 10 janvier. 66% des personnes interrogées soutiennent une déchéance de nationalité étendue à tous les Français condamnés pour des actes de terrorisme. Les sympathisants de gauche sont les plus partagés : 58% sont favorables à la déchéance limitée aux binationaux et 47% pour tous les Français.

l'écoute de leur électorat personnel, qui compte sûrement beaucoup de binationaux. » Premier secrétaire fédéral des Bouches-du-Rhône, le député Jean-David Ciot dit ne pas encore savoir s'il votera ou non le projet de loi. Mais il mesure le mal accompli depuis de nombreuses années : « On a fait croire aux gens que pour vivre ensemble, il faut être semblables. L'idée qui est morte,

c'est qu'on peut vivre ensemble différents. On paye très cher le comportement de Jean-Marie Le Pen, relayé par Nicolas Sarkozy. Cette stratégie du bouc émissaire permanent. » ■

JEAN-BAPTISTE DE MONTVALON
AVEC LAURIE MONIEZ (À LILLE),
OILLES ROY (À MARSEILLE) ET
JEAN-PIERRE TENOUX
(À BESANÇON)